

Arrêté n° 21/760/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Michel Guercia, Chef de Service Habitat Public, Etudes et Rénovation Urbaine au sein de la Direction de la politique de l'habitat du Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L’article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l’article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l’élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’arrêté n° 21/043/CM du 19 février 2021 de la Présidente de la Métropole portant délégation de signature à Monsieur Jean-Michel Guercia, Chef de Service Habitat Public, Etudes et Rénovation Urbaine au sein du Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- L’acte DRH 2021-5813-CT portant affectation de Monsieur Jean-Michel Guercia.

ARRETE

Article 1 :

L’arrêté n° 21/043/CM du 19 février 2021 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Jean-Michel Guercia, Chef de Service habitat Public, Etudes et Rénovation Urbaine au sein du Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable du Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent du Service Habitat Public, Etudes et Rénovation Urbaine du Territoire Istres-Ouest Provence

Accueil de stagiaires :

- Conventions de stage sans incidence financière et tous les courriers y afférents.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels en qualité de n+1 ou de n+2 ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Autorisations spéciales d'absence hors absences syndicales ;
- Refus d'un congé ou d'une RTT.

Gestion du télétravail :

- Courriers d'autorisation ou refus délivré aux agents.

Protection sociale et santé :

- Déclarations d'accidents de travail.

Frais de déplacement :

- Etat de frais de déplacements ;
- Ordre de mission permanent ou ponctuel sur le territoire national.

Divers

- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant le service.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Jean-Michel Guercia, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel Guercia, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Fabrice Avit, Directeur de la Politique de l'Habitat au sein du Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable du Territoire Istres-Ouest Provence.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel Guercia et de Monsieur Fabrice Avit, Directeur de la Politique de l'Habitat, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Anne-Lise Bernardini, Directrice par intérim du Pôle Dynamiques Urbaines et Développement Durable du Territoire Istres-Ouest Provence.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel Guercia, de Monsieur Fabrice Avit et de Madame Anne-Lise Bernardini, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Tony Mazier, Directeur des Affaires Générales et Institutionnelles du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Michel Guercia, de Monsieur Fabrice Avit, de Madame Anne-Lise Bernardini et de Monsieur Toni Mazier, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Octobre 2021

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 octobre 2021

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Octobre 2021